



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 12 novembre 2016 (8^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-11-08/94

OBJET : Participation de la CANGT au contrat de ville de la commune du Moule

L'an deux mille seize, le douze novembre à 9h33, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Port-Louis sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Quinze (15)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, Mme DELORD Jocelyne, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMIEL épse ARPHIEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, M. PORLON Pierre, Mme RAMASSAMY Yvelle, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

Mme SERMANSON Sylvia à Mme LOUIS CARABIN Gabrielle
Mme MAMIERT-LISTOIR Sabine, à M.PORLON Pierre

CONSEILLERS EXCUSES : Sept (7)

Mme ARMOUGON Betty, M. DELTA Edouard, M. HERMIN Georges, Mme LAUG Caroll, M. MANICOM Grégory, Mme OUJAGIR Nadia, M. ROUX Harry.

CONSEILLERS ABSENTS : Douze (12)

M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M.BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, M. MARCEL Edmond, Mme MEKEL Alexina, M. MITTEL Florent, M. MORNAL Blaise, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila,

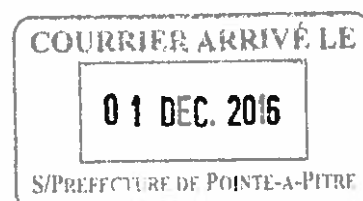
A été élu secrétaire de séance : M.SIOUMANDAN Rénalt

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;



Considérant que dans le cadre de la nouvelle politique de la ville les quartiers du bourg et de champ grillé 2 au Moule, ont été qualifiés de « quartiers prioritaires ».

Considérant qu'une convention cadre a été signée le 12 juillet 2015, entre la Ville du Moule, l'État et les différents partenaires notamment la Communauté d'Agglomération du Nord Grande- Terre.

Considérant que le programme d'actions 2016-2020 a été présenté et validé lors du dernier comité territorial du contrat de ville.

Considérant que la CANGT est sollicitée afin de contribuer au cofinancement des actions retenues.

Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De participer pour un montant de 60 540,70 € au contrat de ville du Moule, au titre des trois actions décrites en annexe.

ARTICLE 2 : D'autoriser la Présidente à signer la convention Maison de Services aux Personnes (MSAP), ainsi que tous document y afférents.

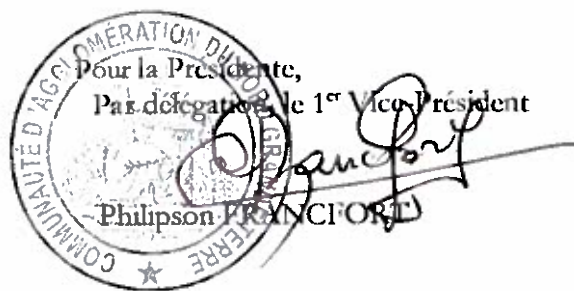
ARTICLE 3 : D'approuver le plan de financement des actions proposés en annexe

ARTICLE 4 : D'imputer la dépense au budget principal.

ARTICLE 5 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

l'a fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues – 97100 Basse-Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.